Le Conseil,

Vu le rapport du 2 octobre 1997, par lequel monsieur le président :

A - Expose ce qui suit :

L'Etat a réalisé, dans le périmètre des rues de Bonnel, Duguesclin, Servient et Tête d'Or, la cité judiciaire de Lyon. Les bâtiments, conçus par les architectes Yves Lion et Alan Levitt, comportent en sous-sol un parc public de stationnement de 800 places et en surface, notamment en pied des façades "est" et sud, des espaces extérieurs créés par le paysagiste Alexandre Chemetoff.

Ces espaces sont constitués de terrasses enchâssées dans le volume bâti, à usage privé. Elles descendent dans un jardin d'agrément horizontal, prolongé au sud par un square minéral, l'ensemble étant clos par trois portails de bois coulissants.

En vertu d'un accord de principe évoqué dès 1991, l'Etat a accepté d'ouvrir cet espace au public.

Alors que l'entretien des terrasses, à caractère privé, est assuré par l'Etat, celui-ci propose aux collectivités impliquées de prendre en charge, chacune dans leurs compétences, l'entretien courant des installations du jardin et du square en compensation de leur ouverture, à savoir :

- la ville de Lyon pour l'éclairage et les espaces verts ainsi que les espaces minéraux associés, du fait de la clôture de l'espace suivant la réglementation horaire municipale, les ouvertures et fermetures quotidiennes des portails ainsi que la surveillance des lieux ouverts restant à la charge de l'Etat,

- la Communauté urbaine :

- dans le domaine de voirie pour les arbres plantés parallèlement aux façades "est" et sud, considérés comme d'alignement,

- dans le domaine de la propreté pour l'entretien du mini-square, ouvert en permanence, côté rue Duguesclin,

- la société Lyon Parc Auto pour l'émergence des rampes d'accès et de sortie du parc de stationnement jusqu'à la limite du domaine public de voirie.

Ces dispositions sont consignées dans une convention quadripartite entre l'Etat, la ville de Lyon, la Communauté urbaine et la société Lyon Parc Auto. Les différents domaines d'investigation sont délimités sur un jeu de six plans, quatre respectivement pour chaque cocontractant, synthétisés sur un cinquième dit d'ensemble, auquel est associé un plan de délimitation du tènement de la cité et de cet espace public.

Elles ont reçu les accords définitifs des services concernés, le conseil municipal de Lyon ayant délibéré sur le principe le 15 mai 1995 ;

B - Propose, en soulignant que ce partenariat avec l'Etat permet l'ouverture à tous d'un espace à dominante végétale dans un secteur très urbanisé, d'accepter cette convention, de l'autoriser, par signature, à la rendre définitive et de fixer l'imputation des dépenses ;

Vu ladite convention ;

Vu les délibérations du conseil municipal de Lyon en date du 15 mai 1995 ;

Oùï l'avis de ses commissions déplacements et voirie et environnement, propreté, eau et assainissement ;

DELIBERE

1° - Accepte cette convention, laquelle sera rendue définitive.

2° - Les dépenses relatives aux tâches de maintenance seront prélevées sur les budgets de fonctionnement des services concernés, directions de la voirie et de la propreté.

Et ont signé les membres présents,
pour extrait conforme,
le président,
pour le président,